

**Vie politique et municipale à Woippy  
sous l'annexion (1871-1918)**

*"L'an 1871, le 11 octobre à huit heures du matin, nous, Jean Reitter, maire de la, commune de Woippy, nous sommes transporté au lieu ordinaire des séances du conseil municipal à l'effet de procéder à l'installation du Maire et de l'adjoint de cette commune, nommés par M. le Préfet de la Lorraine allemande, où étant, en présence des membres du conseil municipal, nous avons donné lecture de la lettre de M. le Préfet en date du 30 septembre dernier, qui autorise l'installation de M. Mangenot Jean comme maire de la commune, et de M. Mangenot Michel comme adjoint, tous deux pris dans le conseil municipal. Chacun d'eux ayant déclaré prendre l'engagement de remplir fidèlement et loyalement tous les devoirs de sa charge, nous avons en conséquence déclaré MM. Mangenot Jean et Mangenot Michel installés dans leurs fonctions" <sup>1</sup>.*

Voilà achevée, presque un an jour pour jour après les combats de Ladonchamps - Bellevue, la mise en place de la première municipalité woippyenne de l'annexion, au terme d'une phase de transition mouvementée inaugurée par le scrutin municipal du 6 août.

Le conseil sorti des urnes ce jour-là est composé de 12 élus Jean Mangenot, Michel Delatte, Michel Mangenot, Charles Lahaire, Nicolas Mangenot, Dominique Vion, Joseph Thiébaud, Joseph Busy, Louis Boda, Dominique Cousin, Ernest Dufour et Constant Henriquet. Parmi les huit premiers, conseillers sortants, certains se voient renouveler une confiance de longue date : Michel Delatte a fait son entrée au conseil municipal en 1848, Charles Lahaire et Joseph Thiébaud en 1852.

Une confiance qui, par contre, est refusée par le corps électoral à Jean Reitter : conseiller municipal depuis 1846, maire républicain du 18 mars au 19 août 1848, puis à partir du 12 septembre 1870, Jean Reitter est rejeté par ses concitoyens. Non pour des raisons politiques semble-t-il, mais à cause d'une vie privée qui, aux yeux de ses détracteurs, scandalise la population de la commune

1 Une pétition adressée le 26 août 1871 au Préfet de Lorraine, et portant 65 signatures, nous révèle les dessous de "l'affaire Reitter", confirmant à quel point 1871 fut une année trouble et difficile pour les Woippyens d'alors<sup>2</sup>.

*M. Reitter a pour locataire une femme, nommée Françoise P., dite "La Dragone". Il est de notoriété publique qu'elle est sa concubine, et comme il est d'un caractère très faible, elle le domine complètement et cela au point de lui faire faire ce qu'elle veut. Cette femme a depuis longtemps perdu l'estime des habitants, elle le sait et, irritée de l'isolement dans lequel elle est forcée de vivre, il n'y a rien qu'elle n'invente pour assouvir sa vengeance ; c'est elle, en réalité, qui conduit la commune au grand scandale des honnêtes gens.*

*Il y a quelques jours, un événement fâcheux et très regrettable est venu jeter la consternation dans notre commune et la désolation dans une honnête famille. La concubine de M. Reitter a été frappée d'une pierre au visage, et sans preuves, sans témoins, le maire a de suite accusé de cet attentat sa propre belle-fille (qui) a dû se soustraire par la fuite à une prison préventive en abandonnant son mari et son enfant... Etait-ce au maire de se constituer juge et partie ?...*

*Ordonnez une enquête, M. le Préfet, et vous acquérerez la conviction que tous les faits précités sont de la plus exacte vérité. La commune ne veut plus de l'administration de M. Reitter, elle l'a rejeté du conseil municipal aux dernières élections, et son maintien comme maire ne peut que donner lieu à des conflits perpétuels".*

Faut-il ajouter foi à ces allégations ? Sont-elles l'exposé de la réalité, le grossissement d'une situation ou de faits qui auraient suscité scandale et réprobation, ou pure calomnie à l'égard d'un homme dont les adversaires souhaitent l'élimination politique ? Nul document - justification ou démenti de l'intéressé, prise de position de ses partisans (sans doute en avait-il) ou enquête

---

<sup>1</sup> Archives municipales de Woippy, P.-V. délibérations.

<sup>2</sup> A.D. Mos., 10 AL 170.

administrative - ne permet de cerner la vérité. Peut-être ne s'agit-il simplement que d'un accès de fièvre électorale catalysant les drames du temps. Deux certitudes : la nomination de Jean Mangenot à la tête de la commune en remplacement de Jean Reitter (en toute logique puisque ce dernier n'est pas élu lors du scrutin municipal) ... et le mariage de l'ancien maire avec sa concubine supposée, le 19 juin 1872 : veufs tous les deux, ils ont alors respectivement 55 et 45 ans.

Voilà donc Jean Mangenot maire de Woippy. Officier en retraite, membre du *Kreistag* (conseil d'arrondissement), il fait figure de notable local, de ces notables sur lesquels compte s'appuyer l'administration allemande au début de l'annexion. Mais Mangenot, non sans un certain courage, préfère sacrifier sa position plutôt que de trahir ses sentiments pro-français : au début de 1874 il démissionne du *Kreistag*, motivant son départ "*par le fait que son fils est actuellement sous-lieutenant dans l'armée française, et le père ne veut pas être un obstacle à l'avancement de son fils*" (*Zeitung für Lothringen*, 3 septembre 1874).

Lors des élections de juillet 1876, le conseil municipal sortant est réélu dans sa quasi-totalité ; deux nouveaux conseillers font leur entrée au sein de l'assemblée communale : Eugène Mangenot et Eugène Berner. Jean Mangenot est reconduit dans ses fonctions de premier magistrat, secondé par le nouvel adjoint Charles Lahaire.

A sa mort, le 21 juin 1877, celui-ci est nommé maire par intérim, jusqu'à la désignation officielle de Joseph Busy, le 10 juillet.

De 1877 à 1891, la commune est administrée successivement par ce dernier - qui démissionne en août 1881 - puis par Auguste Pierrot, assisté de l'adjoint Louis Boda. Parmi les nouveaux conseillers élus lors des élections de 1881 et de 1886, citons Antoine Hennequin et Dominique Ladaïque.

L'année 1891 marque un tournant dans la vie municipale woippycienne. Les élections des 5 et 12 juillet<sup>3</sup> permettent tout d'abord un renouvellement des hommes sur 12 conseillers, 6 font leur entrée au conseil municipal : Martin Gusse, Clément Mayot, Joseph Lurion, Prosper Keller, Nicolas Lapied et Charles Arnould. Mais le véritable changement se situe à un autre niveau, avec la nomination d'un maire allemand, le capitaine en retraite Kalau von Hofe, nommé à la tête des communes de Woippy, Devant-les-Ponts et Ban-Saint-Martin. Il est installé officiellement à Woippy le 22 décembre 1891, au cours d'une séance du conseil municipal présidée par le *Kreisdirektor* Gundlach ; en même temps est installé son adjoint, Charles Arnould.

La désignation de Kalau von Hofe n'est que l'application de la loi allemande de 1887, qui permet d'imposer aux conseils municipaux un maire de carrière, fonctionnaire ou militaire retraité. Cette loi, qui marque un durcissement de l'administration, allemande, met un terme brutal à une période de compromis et de souplesse, durant laquelle le gouvernement allemand avait continué à appliquer la loi française de 1855 un conseil municipal élu au suffrage universel masculin, un maire et un adjoint nommés par l'empereur sur proposition des élus. Une seconde loi, votée en 1895 et appliquée jusqu'en 1918, rétablira ce mode de désignation, tout en maintenant le droit discrétionnaire de désigner des maires de carrière.

En septembre 1895, nommé directeur du tramway de Metz, Kalau von Hofe démissionne ; en attendant les prochaines élections municipales, prévues quelques mois plus tard, c'est Dominique Ladaïque (adjoint depuis le 29 mars 1894) qui lui succède, menant "*une administration ordinaire et loyale*"<sup>4</sup>.

Le scrutin de 1896 marque une grande stabilité par rapport à celui de 1891, puisque 9 conseillers sortants sont réélus ; 3 nouveaux entrent au conseil municipal Auguste Paulin, Louis-Nicolas Mangenot et Alphonse Legris<sup>5</sup>. Un document exceptionnel, daté du 29 juillet 1896 et rédigé par "*le policier du village et commissaire*"<sup>6</sup> à l'intention du *Kreisdirektor*<sup>6</sup>, brosse un savoureux portrait -

---

<sup>3</sup> Woippy compte alors 223 électeurs.

<sup>4</sup> A.D. Mos., 10 AL 173, lettre du directeur du cercle de Metz-Campagne au Président de Lorraine.

<sup>5</sup> N'ayant assisté à aucune séance du conseil municipal, Legris en est radié en 1897.

<sup>6</sup> A.D. Mos., 10 AL 173. Aimablement traduit par Mr Jean Schmitt.

mais est-il objectif ? - de chacun de nos conseillers, jugeant de leur aptitude à exercer ou non les fonctions de maire ou d'adjoint. Un document rarissime et étonnant que, pour le plaisir du lecteur, nous nous permettons de livrer en intégralité mais en évitant de citer les noms des intéressés.

1- *Le forestier ... , né en l'an 1856, a servi dans l'armée allemande, a trois enfants âgés de 2 à 11 ans, possède une bonne renommée au point de vue moral, écrit assez bien l'allemand et comprend l'écriture imprimée allemande, possède aussi une bonne écriture lisible. Et pourtant il n'est pas apte aux fonctions de maire ou d'adjoint car sa position politique est douteuse sinon même anti-allemande. !1 est chantre à l'église, a un frère en France qui est curé et que ... visite très souvent. Un autre frère a déserté l'armée allemande et est mort à la Légion étrangère française.... est un clérical acharné et s'enthousiasme pour la France.*

2- *Le cafetier..., né en 1863, a servi dans l'armée allemande, parle un peu l'allemand, ne sait lire ni l'imprimé allemand ni l'écriture manuelle allemande. Il n'est pas apte à être désigné comme maire ou adjoint parce qu'il est cafetier et possède des sentiments cléricaux.*

3- *Le menuisier ... , né en 1857, a servi dans l'armée allemande, connaît imparfaitement la langue allemande, mais ignore entièrement la lecture de l'imprimé et l'écriture allemande. Il est proposé aux fonctions d'adjoint. Il n'est pas apte aux fonctions de maire car il est trop fougueux, facilement irritable et utilise une façon de parler inacceptable. Sa position politique est bonne.*

4- *..., né en 1848, est originaire de Queuleu, est un cultivateur aisé, a trois enfants âgés de 14 à 20 ans, qui sont tous à la maison. C'est un homme paisible et probe. Il ne s'est pas fait remarquer au point de vue politique. Il n'est pas apte car il est trop prétentieux et son acceptation serait incertaine.*

5- *..., cordonnier, né en 1832, un fils de 30 ans marié avec la fille unique de... Ne s'est pas fait remarquer par sa position politique mais partage les idées et opinions de ... Comme ce dernier est inapte, le nommé ... l'est aussi. Il est très clérical.*

6- *..., entrepreneur en construction, né en 1850, a cinq enfants, âgés de 10 à 22 ans, tous à la maison. Ne se prête pas car il est trop enthousiaste pour la France et le déclare à chaque occasion. Il est ce que l'on appelle un braillard français.*

7- *..., métayer, né en 1836, cinq enfants de 17 à 26 ans, tous à la maison. Ne se prête pas car il demeure à Saint-Eloy et que ses sentiments sont trop français. Il prend part à toutes les agitations anti gouvernementales et est très clérical.*

8- *..., cultivateur, né en 1864. Est très clérical et aime faire de la propagande de la même façon que (le précédent).*

9- *..., né en 1847, cultivateur, un fils de 23 ans à la maison. Ne se prête pas parce qu'il habite à Saint-Rémy. Rien de désavantageux à signaler à son encontre.*

10- *..., né en 1839, cafetier et cocher. Pas apte parce qu'il est cafetier.*

11- *..., né en 1846, cafetier et cultivateur. N'est pas apte car il est très clérical et cafetier.*

12- *..., né en 1832, sellier, trois enfants âgés de 21 à 23 ans. Était autrefois cafetier mais a cédé son café à son fils et, de ce fait, se trouve souvent au café, si bien que les gens qui ont une démarche à faire à la mairie vont le trouver au café où l'affaire est réglée. De cette manière les gens dépensent de l'argent en consommant. Cette façon de faire est condamnée de tous les côtés d'autant plus que les clients habituels de ... fils sont privilégiés par le père. La conduite de ... père est irréprochable au point de vue politique."*

Et notre commissaire d'ajouter : *"En dehors des élus lors des élections municipales, personne n'est apte aux fonctions de Maire" ... tout en avançant le nom d'Auguste Röper. D'origine allemande - il est né en 1858, Mackendorf, dans le duché de Brunswick - et tailleur de son état, Röper a le mérite, étant de confession protestante, d'être "le moins clérical", même s'il a fait baptiser ses enfants dans la religion catholique. Mais il a "peu de caractère" et "serait même plutôt cancanier"; selon l'instituteur Demange, "il ne fait pas le poids".*

Le choix est donc des plus délicats pour le Président de Lorraine, d'autant que le futur maire se doit de répondre à un certain nombre de critères... Résider au village, à l'exclusion des écarts, n'être ni cafetier - les affaires communales ne se règlent pas à l'auberge ! - ni trop proche du curé Laurent, dont l'attitude francophile fait la véritable *bête noire* de l'administration allemande, être loyal envers les autorités et maîtriser suffisamment la langue de Goethe. En fin de compte, le choix du Président se porte sur Dominique Ladaique et Auguste Paulin, nommés respectivement maire et adjoint.

Aux élections municipales de juin 1902, huit nouveaux conseillers sont élus : Michel Glad, Eugène Hennequin, le menuisier Joseph Lamort, le facteur Nicolas Moitry, Julien Natier, Emile Poulain (tous deux rentiers), le cordonnier Nicolas Weber et l'industriel Alfred Traus. Le 13 juillet, les élus proposent à l'administration la reconduction de Dominique Ladaïque dans ses fonctions de maire : "*Considérant que M. Dominik (sic) Ladaïque, maire de la commune depuis 1896, a, lors des élections du 15 juin dernier, réuni sur sa personne presque la totalité du nombre des suffrages exprimés, (ils) sont d'avis de prier très respectueusement M. le Directeur d'Arrondissement de vouloir bien, dans les propositions à l'autorité suprême, faire maintenir M. Ladaïque dans ses fonctions de maire, avec M. Paulin Auguste comme adjoint*". Demande non suivie d'effet : en novembre 1902, Eugène Hennequin est nommé maire de Woippy ; il le reste jusqu'en août 1914.

Entre temps, lors du scrutin de 1908, Auguste Röper fait son entrée au conseil municipal, en même temps qu'Alfred Mangenot. Réélu en 1914, il est nommé premier magistrat, et exerce sa charge jusqu'à sa mort en mars 1917 : "*Il s'était fait, écrit la Zeitung für Lothringen le 30 mars, une réputation d'homme intègre, aimable, et s'était toujours mis au service de sa commune*". Alfred Mangenot lui succède, entamant une succession de mandats qui ne s'achèvera qu'avec sa démission en 1931.

Quelle est, durant l'annexion, l'attitude de la commune et de ses habitants envers le gouvernement impérial et l'administration allemande ? Dans l'ensemble, Woippy est "*peu anti allemande*"<sup>7</sup>. Nous avons relevé, tant dans la presse que dans les délibérations municipales, des preuves du loyalisme "officiel" de la municipalité : ainsi, le 28 avril 1888, répondant au vœu de la princesse de Hohenlohe, les édiles votent une aide de 60 marks pour "*soulager la position des malheureux inondés des contrées de l'Est de l'Allemagne*". Le mois suivant, ils invitent leurs concitoyens à prendre part à une souscription publique en vue de l'érection d'un monument en l'honneur de l'empereur Guillaume I<sup>er</sup>, qui vient de disparaître ; la propre fille du maire Pierret a l'insigne honneur de présenter au jeune Guillaume II, venu à Metz en poser la première pierre, une corbeille de mirabelles !

En 1895, de passage à Woippy au retour d'une visite des champs de bataille de 1870, l'impératrice est accueillie par la municipalité et la population, et se voit remettre un bouquet de fleurs des mains de la fille d'Auguste Röper.

Il n'est pas jusqu'à l'anniversaire du Kaiser qui ne soit célébré en janvier 1900, à l'initiative du *Kriegerverein (Société des Vétérans)* de Woippy<sup>8</sup>, un concert et une représentation théâtrale sont donnés salle Hennequin (actuel Café du Commerce) : "*Le 26 janvier, lit-on dans la Zeitung für Lothringen, on a fêté l'anniversaire du Kaiser... Beaucoup de monde et plus une place de libre. L'orchestre sous la direction de M. Perquin a donné le meilleur de lui-même. Le président de la Société, M. Lotis, a fait un court discours. Puis l'hymne national et présentation de tableaux vivants précédèrent une pièce de théâtre humoristique. Un bal s'est tenu jusqu'aux premières lueurs du matin*".

Si Woippy fait preuve de loyalisme, est-ce à dire que les sentiments français de ses habitants ont disparu ? Certes non, même si, avec le temps, la nostalgie des premières années de l'annexion s'émousse peu à peu la guerre ravivera la flamme, et le retour à la France sera salué avec émotion ; à preuve cette annotation finale du curé Bigerel dans sa petite *Chronique de guerre* au moment de l'arrivée de soldats français en 1918 : "*Que notre population était toujours bien française de cœur, cet instant de l'arrivée des troupes françaises nous l'a bien prouvé*"<sup>9</sup>.

Huit ans auparavant, le 9 octobre 1910, a été créée la section woippycienne du *Souvenir français*, à l'initiative de Victor Keller, Félix Lapied et Jules Lapointe ; forte d'une trentaine de membres, son

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, lettre du directeur du cercle de Metz-Campagne au Président de Lorraine, 5 juillet 1896.

<sup>8</sup> Les *Sociétés de Vétérans* ont alors une certaine audience, car, formées d'abord d'anciens combattants allemands, elles attirent des Lorrains ayant effectué leur service militaire dans l'armée allemande. Créé en 1898, le *Kriegerverein* de Woippy rassemble une trentaine de membres ; il est présidé par Anton Gersabeck, puis par Hugo Lohs.

<sup>9</sup> Archives paroissiales de Woippy, P.-V. délibérations du conseil de fabrique, année 1918.

premier geste est de fleurir les tombes militaires du cimetière, en particulier celle du général Gibon, en présence du président du *Souvenir français*, Jean-Pierre Jean. La section locale s'affilie dès 1912 au *Souvenir Alsacien-Lorrain* : son délégué, Jules Lapointe, la représente au service funèbre pour les Alsaciens-Lorrains morts au champ d'honneur, célébré le 19 janvier 1913 en l'église Notre-Dame à Metz<sup>10</sup>.

Woippy exprime aussi ses sentiments français en participant, en 1908, à la souscription pour l'érection du monument aux morts de Noisseville : c'est ainsi que, lors de la cavalcade du Mardi gras, la société de musique *La Lyre* organise une quête qui recueille la somme de 20 marks<sup>11</sup>.

Comment ne pas évoquer enfin, patriote convaincu et ardent, âme du *Souvenir français* et directeur de *l'Union Populaire Catholique*, l'abbé Louis-Auguste Laurent, curé de Woippy de 1890 à 1901 puis archiprêtre de Gorze ? Taxé de nationaliste par les Allemands, qui lui vouent une haine singulière, il est à plusieurs reprises l'objet des attaques de la *Metzer Zeitung*.

Le comportement électoral des Woippyciens traduit-il leurs sentiments d'annexés à l'égard de la France et de l'Allemagne ? Nous avons relevé quelques résultats de scrutins législatifs, c'est-à-dire des élections au *Reichstag* entre 1878 et 1903, "*élections politiques par excellence*" (François Roth), qui permettent de prendre le pouls de la population.

Rappelons d'abord que l'Alsace-Lorraine avait reçu en 1874 le droit d'élire 15 députés au *Reichstag*, au suffrage universel direct masculin (droit de vote à 25 ans) ; le scrutin est uninominal à deux tours, et admet seulement au ballottage les deux candidats arrivés en tête. Quatre sièges sont attribués à la Lorraine : Metz et Metz - Campagne, Forbach - Sarreguemines, Thionville - Boulay, Château-Salins - Sarrebourg. Concernant Woippy, nous disposons de 6 résultats électoraux<sup>12</sup> :

DATE	INSCR.	EXPR.	CANDIDATS	SUFFRAGES	
30/07/1878		164	Paul BEZANSON (P)	122	74,3 %
			Von FREYBERG	42	25,7 %
27/10/1881	224	88	Paul BEZANSON (candidat unique)	88	100 %
28/10/1884		125	Jules ANTOINE (P)	95	76,0 %
			Chanoine JACQUES	30	24,0 %
21/02/1887	219	195	Jules ANTOINE	172	88,0 %
			Pierre REMLINGER	23	12,0 %
Juin 1888 (2 <sup>e</sup> tour)	224	111	Louis PIERSON (L)	70	62,0 %
			Jean MARTIN (S-D)	41	38,0 %
16/06/1903	257	166	Max von JAUNEZ (L)	89	54,0 %
			Jean MARTIN (S-D)	40	24,0 %
			BECKMAN (Centre)	37	22,0 %

**P** : Protestataire      **L** : Lorrain      **S-D** : Social-Démocrate.

---

<sup>10</sup> Jean-Pierre Jean, *Le Livre d'Or* du Souvenir Français, p. 323.

<sup>11</sup> *Le Messin*, 18 février 1908.

<sup>12</sup> A.D. Mos., 2 AL 196, 202 et 205. Quelques résultats apparaissent dans la presse, notamment dans la *Zeitung für Lothringen*.

Durant les vingt premières années de l'annexion, Woippy - comme d'ailleurs l'ensemble de la Lorraine - vote *protestataire*, et contribue à l'élection des deux porte-parole de la protestation Paul Bezanson puis Jules-Dominique Antoine ; les électeurs woippyciens expriment ainsi leur refus du traité de Francfort, de l'annexion et du régime allemand, même s'ils ne se mobilisent pas toujours massivement, comme en 1881.

Maire révoqué de Metz, Bezanson est élu une première fois en 1877 puis, après la dissolution du *Reichstag*, réélu en 1878 ; élections triomphales, puisqu'il obtient dans sa circonscription successivement 98,8% (candidat unique) et 71% des suffrages. Woippy n'est pas en reste : en 1878 il y recueille 74% des voix face au baron von Freyberg. Trois ans plus tard, seul candidat, il est réélu mais ne mobilise que 4 électeurs woippyciens sur 10.

A la mort de Bezanson, en octobre 1882, le flambeau de la protestation est repris par Jules-Dominique Antoine, conseiller général, aux convictions républicaines et patriotes affirmées. Élu en 1882 (nous n'avons pas les résultats locaux), il est réélu en 1884 et en 1887, contre le chanoine Jacques puis contre Pierre Remlinger, candidat officiel. A Woippy, Antoine réalise 76% des voix en 1884, et 88% en 1887, cette élection mobilisant la majeure partie du corps électoral - forte participation et score élevé qui sont de toute évidence l'illustration du "sursaut protestataire" lié à la crise franco-allemande née de l'attitude revancharde du général Boulanger.

Entre 1887 et 1898, période pour laquelle nous font malheureusement défaut les résultats de Woippy, la vie politique lorraine est marquée par l'essoufflement et le reflux du mouvement protestataire et l'affirmation du particularisme lorrain ; celui-ci devient, comme l'écrit François Roth, "*la forme ultime de résistance à la germanisation*"<sup>13</sup>. D'autre part apparaissent en Lorraine des partis politiques allemands, comme la Social-Démocratie et le Centre (Zentrum).

Les élections de 1898 sont, à Woippy, un parfait exemple de cette évolution, bien qu'elles soient marquées par une faible participation, inférieure à 50%. Le député sortant, Louis Pierson, ancien protestataire siégeant au *Reichstag* depuis 1896 sous l'étiquette *lorrain*, n'est élu qu'au second tour face à son rival socialiste Jean Martin, journaliste mulhousien "parachuté" à Metz ; le score de ce dernier (38%) se tasse aux élections de 1903, et la quarantaine de voix obtenues le laisse loin derrière le candidat *lorrain* Max von Jaunez, soutenu par les notables et les libéraux de la circonscription.

Sans que l'on puisse y parler d'une véritable vie politique, Woippy fait sous l'annexion l'apprentissage réel du jeu démocratique, en participant régulièrement à l'élection des députés lorrains. Les choix des Woippyciens reflètent à s'y méprendre ceux de l'ensemble de la *Lothringen* : poussée protestataire, affirmation du particularisme lorrain, émergence d'un électorat de gauche. Sans doute, durant les campagnes électorales successives, la fièvre dut-elle animer le village, et les auberges résonner de discussions passionnées autour des divers manifestes et professions de foi ! Puis, les jeux faits, chacun de s'en retourner à ses occupations, et Woippy de se replier sur sa vie municipale...

La vie municipale, c'est d'abord la gestion de la commune, à commencer par celle de ses finances. Une gestion qui, comme avant 1870, est hypothéquée et rendue difficile par l'insuffisance chronique des revenus communaux. Woippy reste jusqu'en 1918 une commune relativement pauvre, et les délibérations municipales traduisent encore, de temps à autre, les inquiétudes des édiles quant à l'état des finances locales "*situation financière très déplorable de la commune*" (22 janvier 1882), "*fâcheuse situation financière*" (24 février 1893)... En novembre 1913 encore, le conseil municipal se voit contraint de refuser une subvention à l'*Association pour la protection de la Jeunesse en Alsace-Lorraine*, "*vu que la commune n'a pas de ressources*".

Lorsqu'elle en a de plus importantes, ce n'est souvent qu'éphémère : en 1892, ne se plaint-on pas que "*les recettes de la commune ont beaucoup diminué par suite de la cessation des travaux aux forts ainsi que par les mauvaises récoltes des dernières années et (que) la pauvreté augmente de jour en jour*" ?<sup>14</sup>.

---

<sup>13</sup> *La Lorraine annexée : 1870-1918*, Nancy, 1976, p. 212.

<sup>14</sup> A.M. Woippy, P.-V. délibérations, 7 mars 1892.

De maigres ressources, pour des dépenses sans cesse croissantes ! Entre 1890 et 1914, le budget communal double, passant de 10 000 à 20 000 marks, et dépasse les 30 000 en 1918<sup>15</sup>. Examinons à titre d'exemple le budget primitif de l'année 1908, équilibré en recettes et dépenses à 15 118 marks (soit quelque 250 000 de nos francs)<sup>16</sup>.

Les recettes se répartissent en trois grands chapitres, représentant chacun environ le tiers de l'ensemble :

- *Les revenus communaux* il s'agit pour l'essentiel du produit des propriétés communales et de la location de la chasse ; s'y ajoutent les rentes et intérêts de capitaux actifs et le produit des biens communaux partagés (*les portions communales*), des sablières et de la vente des herbes bordant le ruisseau de Woippy.

- *Les recettes avec affectation spéciale* recettes pour l'instruction (dont une subvention de 1300 marks pour les écoles primaires) et le service vicinal.

- *Les pfennigs additionnels*, s'élevant à 65% des quatre contributions directes : contribution foncière, contribution des bâtiments, impôt sur l'industrie, impôt sur le capital, les traitements et salaires<sup>17</sup>.

D'autres recettes viennent compléter ces trois postes amendes de police, permis de chasse et de pêche, concessions au cimetière, taxe municipale sur les chiens ; le tout pour moins de 1000 marks, à peine 5% du budget.

Quant aux dépenses, elles se ventilent en neuf chapitres

- Frais généraux d'administration (personnel et matériel), Dépenses de police, Entretien et utilisation des propriétés communales, Impôts et taxes des biens communaux, Entretien des chemins vicinaux,

- Frais d'instruction, poste le plus important : 6.494 marks, dont 5250 pour le traitement du personnel enseignant (écoles primaires et *asile* - la classe maternelle),

- Frais de culte (entretien de l'église),

- Assistance publique : secours aux indigents, participation au traitement du médecin cantonal et à l'aide aux enfants assistés,

- Dépenses diverses fêtes, entretien des taureaux communaux, subvention au comice agricole, indemnité de logement au sergent-major de recrutement, quote-part versée à la caisse des dégâts de chasse, et jusqu'au remontage de l'horloge de l'église ! Enfin l'amortissement d'emprunts, représentant 12% des dépenses inscrites au budget de plus en plus en effet, la commune est contrainte de recourir à l'emprunt.

Si l'entretien des bâtiments communaux (écoles notamment), la voirie et le traitement du personnel communal grèvent le budget de leur poids, emprunter pour faire face aux dépenses les plus lourdes crée un endettement dont les finances locales ne parviennent pas à éviter la spirale.

En octobre 1887, un emprunt de 13.646 marks à 4% est sollicité auprès de la *Caisse du Crédit Communal "pour faire le remboursement des emprunts contractés antérieurement"*<sup>18</sup> ; le remboursement, étalé sur 12 ans, sera assuré par, non plus les centimes, mais les *pfennigs* additionnels, 20 par mark sur les quatre contributions directes ... on le voit, l'annexion n'a guère bouleversé la fiscalité locale !

Nouvel emprunt en 1892 : 12.800 marks, dont les deux tiers permettront d'achever de rembourser l'emprunt antérieur, le reste devant combler le déficit budgétaire et assurer certaines dépenses occasionnées par l'entretien des bâtiments communaux. Deux ans plus tard, la commune emprunte 4.000 marks à 4% auprès de la *Caisse de Déposition pour l'Alsace-Lorraine*, pour l'acquisition de la maison de Biche (propriété de la famille Sechehaye), destinée à abriter le nouveau

---

<sup>15</sup> 20.000 marks représentent entre 300 et 350.000 de nos francs.

<sup>16</sup> A.D. Mos., 14 Z 192. A titre de comparaison, le budget primitif de 1990 s'élevait à 73 M. de francs.

<sup>17</sup> Pour l'année 1908, le principal des quatre contributions directes représente 10 531 marks, dont 38% pour la seule contribution foncière.

<sup>18</sup> A.M. Woippy, P.-V. délibérations, 20 octobre 1887.

presbytère. Nouveaux emprunts en 1901 (15.000 marks), en 1905 (5.000 mk pour la construction de la gare), en 1908 (14.000 mk pour l'adduction d'eau) et en 1917 dernier emprunt de l'annexion (4.000 mk), "*nécessaire pour équilibrer le budget et occasionné par les frais de guerre*"<sup>19</sup>.

Si la plupart de ces emprunts répondent à d'impérieuses nécessités budgétaires, il en est que rendent indispensables des dépenses inattendues... comme le règlement des honoraires dus à deux avocats dans un long procès opposant, entre 1893 et 1900, la commune de Woippy à un nommé Weis, de Lorry-lès-Metz : une véritable *histoire d'eau* !

Dans les délibérations municipales, nous lisons à la date du 12 octobre 1893 : "*Par la fondation de la conduite d'eau de M. Weis à Lorry, les sources près de ce village, qui formaient pour une partie l'eau nécessaire pour alimenter le ruisseau de Woippy, sont perdues pour celui-ci*"<sup>20</sup>. *Le ruisseau est mis à sec pour ainsi dire. Par là, la commune a à subir des pertes incalculables. Cette année, le lavoir a été mis à sec l'abreuvement du bétail a été impossible ; en cas d'incendie, l'extinction du feu ne pourrait avoir lieu à cause du manque d'eau*".

Une pétition des habitants, adressée le 3 mai précédent au Président de Lorraine, n'ayant pas eu de suite favorable, et Weis ayant refusé tout accommodement, la municipalité décide de lui intenter un procès. L'affaire traîne en longueur jusqu'au début de 1897, date à laquelle la commune est déboutée de sa demande et condamnée à payer les frais. Dans sa séance du 13 mars, le conseil municipal se résout à faire appel, "*vu la grande nécessité de l'eau du ruisseau pour tous les habitants... pour laver le linge, abreuver le bétail, fournir l'eau en cas d'incendie. Vu que des maladies contagieuses ont fait toujours de nombreuses victimes le long du ruisseau... Vu qu'on a déjà manqué d'eau avant la prise d'eau par M. Weis, dans les années sèches et même en 1894, 1895 et 1896*". Pour plaider la cause de Woippy, les édiles choisissent comme avocat Me Teutsch.

Trois ans plus tard, un jugement de la Cour d'Appel de Colmar déboute à nouveau la commune ! La municipalité ne renonce pas et, sûre de son bon droit, décide de consulter la population sur une demande de révision du procès par le tribunal supérieur de Commerce de Leipzig (28 avril 1900). Le *référendum municipal* est organisé dès le lendemain malgré la faible participation - 67 votants, soit moins d'un tiers du corps électoral - il conforte les édiles dans leur jusqu'au-boutisme, puisque 58 électeurs votent oui. Nous ignorons malheureusement l'issue de l'affaire, l'absence de délibérations après 1900 signifiant sans doute son règlement définitif.

En attendant, il faut payer frais et honoraires ! 800 marks pour Me Teutsch, et autant pour Me Blumenstahl, avocat à Colmar. Les 1.600 mks nécessaires étant à déboursier rapidement, le conseil municipal décide, le 5 août 1900, de les emprunter à la Caisse d'Épargne de Metz.

La nécessité d'un emprunt aussi minime montre bien à quel point les finances communales restent insuffisantes et précaires, et combien leur gestion demeure, comme avant 1870, une tâche malaisée pour ne pas dire un tour de force ! Le mérite des municipalités de l'annexion n'en est que plus grand, d'autant que s'y ajoute, au tournant du siècle, la prise en compte d'un développement lié à l'essor de la fraisculture et aux premières implantations industrielles.

**Pierre Brasme**

---

<sup>19</sup> *Ibid.*, 19 février 1917.

<sup>20</sup> Le ruisseau de Woippy naît de la confluence de deux cours d'eau, prenant leur source à Saulny et Lorry-lès-Metz.